Gouvernement du Canada Government of Canada

Ministère des Finances Canada

Canada

La revue financière
Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Janvier 2018 : excédent budgétaire de 0,2 milliard de dollars

Le mois de janvier 2018 s'est soldé par un excédent budgétaire de 0,2 milliard de dollars, comparativement à un excédent de 1,2 milliard en janvier 2017. Les revenus ont augmenté de 2 millions (0,0 %), du fait que la hausse des revenus des taxes et droits d'accise ainsi que des revenus des cotisations d'assurance-emploi a été en grande partie compensée par la diminution des rentrées d'impôt sur le revenu et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 0,8 milliard (2,9 %), en raison de la hausse des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,3 milliard (17,6 %), ce qui s'explique en grande partie par des rajustements plus importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation.

D'avril 2017 à janvier 2018 : déficit budgétaire de 8,4 milliards de dollars

Pour la période d'avril 2017 à janvier 2018 de l'exercice 2017-2018, le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 8,4 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 12,8 milliards pour la même période de l'exercice 2016-2017. Les revenus ont augmenté de 11,6 milliards (4,9 %), en raison de la hausse des revenus fiscaux et des autres revenus, qui a été partiellement neutralisée par la baisse des revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi. Les charges de programmes ont augmenté de 7,4 milliards (3,2 %), en raison de l'augmentation des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard (0,9 %), principalement sous l'effet de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Janvier 2018

Le mois de janvier 2018 s'est soldé par un excédent budgétaire de 0,2 milliard de dollars, comparativement à un excédent de 1,2 milliard en janvier 2017.

En janvier 2018, les revenus se sont chiffrés à 28,7 milliards de dollars, soit une augmentation de 2 millions (0,0 %) comparativement à janvier 2017.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 0,3 milliard de dollars (2,1 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 34 millions de dollars (0,9 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (9,7 %).
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (5,9 %). Les revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) ont augmenté de 0,2 milliard (5,7 %). Les taxes sur l'énergie ont augmenté de 18 millions, les droits de douane à l'importation ont diminué de 28 millions, et les autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,1 milliard.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (5,7 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont diminué de 0,3 milliard de dollars (12,6 %).

Les charges de programmes ont totalisé 26,3 milliards de dollars en janvier 2018, soit une hausse de 0,8 milliard (2,9 %) comparativement à janvier 2017.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (1,3 %). Les

prestations aux aînés ont augmenté de 0,2 milliard (5,4 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont baissé de 0,1 milliard (5,5 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 16 millions (0,8 %).

- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux autres programmes sociaux (principalement le Transfert canadien en matière de santé [TCS] et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS]), les paiements en vertu d'accords fiscaux et d'autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (3,0 %), ce qui s'explique en grande partie par la hausse prévue par la loi des paiements effectués au titre du TCS et du TCPS ainsi que des transferts relatifs à la péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes comprennent les paiements de transfert aux particuliers et aux autres organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou aux autres administrations, ainsi que les autres charges de programmes directes, soit les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes, de même que les charges des sociétés d'État consolidées. Les charges de programmes directes ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (4,1 %). Parmi les charges de programmes directes :
    - les paiements de transfert ont peu changé, augmentant de 20 millions (0,4 %);
    - les autres charges de programmes directes ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (6,7 %); cela s'explique en grande partie par la hausse des charges de fonctionnement de la Défense nationale.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (17,6 %), principalement sous l'effet des rajustements plus importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation.

D'avril 2017 à Janvier 2018

La période d'avril 2017 à janvier 2018 de l'exercice 2017-2018 s'est soldée par un déficit budgétaire de 8,4 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 12,8 milliards pour la même période de 2016-2017.

Les revenus ont augmenté de 11,6 milliards de dollars (4,9 %), pour atteindre 250,5 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 6,7 milliards de dollars (5,7 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 2,9 milliards de dollars (8,8 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (16,3 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 2,5 milliards de dollars (5,6 %) de plus, ce qui s'explique en grande partie par la hausse des rentrées de TPS découlant des variations des dates des cotisations. Les taxes sur l'énergie, les droits de douane à l'importation et les autres taxes et droits d'accise ont tous enregistré une hausse de 0,1 milliard.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 1,7 milliard de dollars (9,5 %), en raison de la réduction du taux de cotisation résultant du mécanisme d'établissement du taux d'équilibre sur sept ans entré en vigueur en 2017.
- Les autres revenus ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (1,4 %).

Pour la période d'avril 2017 à janvier 2018, les charges de programmes ont totalisé 238,7 milliards de dollars, en hausse de 7,4 milliards (3,2 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

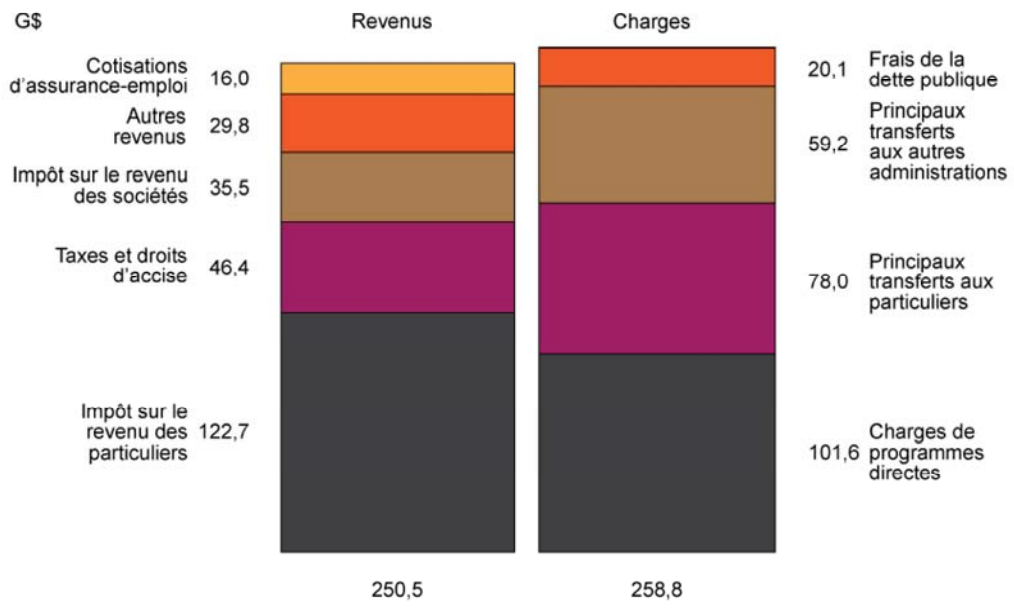
- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 2,8 milliards de dollars (3,8 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 2,2 milliards (5,5 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,7 milliard (4,3 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 1,4 milliard (7,5 %), sous l'effet de la nouvelle Allocation canadienne pour enfants, qui a remplacé la

Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants à compter de juillet 2016.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,8 milliard de dollars (3,2 %), en raison principalement des augmentations, prévues par la loi, du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires ainsi que des paiements effectués au titre des nouveaux transferts relatifs aux soins à domicile et aux soins de santé mentale.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 2,8 milliards de dollars (2,8 %). Parmi les charges de programmes directes :
    - les paiements de transfert ont diminué de 0,3 milliard de dollars (0,9 %);
    - les autres charges de programmes directes ont augmenté de 3,1 milliards de dollars (4,5 %); cela s'explique en grande partie par la hausse des charges de fonctionnement de la Défense nationale et les coûts liés au personnel.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard de dollars (0,9 %), principalement en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Revenus et charges (d'avril 2017 à janvier 2018)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 5,5 milliards de dollars d'avril 2017 à janvier 2018

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu du déficit budgétaire de 8,4 milliards de dollars et des ressources financières de 2,9 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril 2017 à janvier 2018 s'est soldée par des besoins financiers de 5,5 milliards, comparativement à des besoins financiers de 19,4 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en hausse de 14,3 milliards de dollars

L'État a couvert ses besoins financiers de 5,5 milliards de dollars et accru ses soldes de trésorerie de 8,8 milliards en augmentant la dette non échue de 14,3 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin du mois de janvier 2018, les soldes de trésorerie s'élevaient à 45,7 milliards de dollars, soit 0,1 milliard de plus qu'à la fin de janvier 2017.

Tableau 1
État sommaire des opérations
M$

	Janvier		Avril à janvier	
	2017	**2018**	**2016-2017**	**2017-2018**
Opérations budgétaires				
Revenus	28 664	28 666	238 845	250 451
Charges				
Charges de programmes	-25 564	-26 316	-231 289	-238 706
Frais de la dette publique	-1 857	-2 183	-20 307	-20 128
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 243	167	-12 751	-8 383
Opérations non budgétaires	5 371	6 485	-6 658	2 865
Ressources ou besoins financiers	6 614	6 652	-19 409	-5 518
Variation nette dans les activités de financement	282	-548	27 153	14 287
Variation nette dans l'encaisse	6 896	6 104	7 744	8 769
Encaisse à la fin de la période			45 590	45 669

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus

	Janvier			Avril à janvier		
	2017 (M$)	**2018 (M$)**	**Variation (%)**	**2016-2017 (M$)**	**2017-2018 (M$)**	**Variation (%)**
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	13 741	13 453	-2,1	116 074	122 736	5,7
Impôt sur le revenu des sociétés	3 608	3 642	0,9	32 634	35 499	8,8
Impôt sur le revenu des non-résidents	1 273	1 397	9,7	5 900	6 864	16,3
Total des impôts sur le revenu	18 622	18 492	-0,7	154 608	165 099	6,8
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	3 789	4 004	5,7	29 756	31 905	7,2
Taxes sur l'énergie	481	499	3,7	4 697	4 841	3,1
Droits de douane à l'importation	453	425	-6,2	4 518	4 573	1,2
Autres taxes et droits d'accise	415	514	23,9	4 962	5 088	2,5
Total des taxes et droits d'accise	5 138	5 442	5,9	43 933	46 407	5,6
Total des revenus fiscaux	23 760	23 934	0,7	198 541	211 506	6,5
Cotisations d'assurance-emploi	2 439	2 578	5,7	17 683	15 999	-9,5
Autres revenus	2 465	2 154	-12,6	22 621	22 946	1,4
Total des revenus	28 664	28 666	0,0	238 845	250 451	4,9

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Janvier			Avril à janvier		
	2017 (M$)	2018 (M$)	Variation (%)	2016-2017 (M$)	2017-2018 (M$)	Variation (%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	4 077	4 297	5,4	39 924	42 125	5,5
Prestations d'assurance-emploi	2 347	2 217	-5,5	17 111	16 380	-4,3
Prestations pour enfants	1 925	1 941	0,8	18 128	19 485	7,5
Total	8 349	8 455	1,3	75 163	77 990	3,8
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	3 006	3 096	3,0	30 056	30 958	3,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 112	1 146	3,1	11 123	11 457	3,0
Transferts relatifs aux soins à domicile et de santé mentale	s.o.	0	s.o.	s.o.	300	s.o.
Total	4 118	4 242	3,0	41 179	42 715	3,7
Accords fiscaux et autres transferts	1 750	1 791	2,3	18 090	18 434	1,9
Villes et collectivités du Canada	298	314	5,4	2 064	2 072	0,4
Abattement d'impôt du Québec	-398	-406	2,0	-3 979	-4 059	2,0
Total	5 768	5 941	3,0	57 354	59 162	3,2
Charges de programmes directes						
Paiements de transfert						
Agriculture et Agroalimentaire Canada	131	36	-72,5	1 047	756	-27,8
Emploi et Développement social Canada	1 248	1 229	-1,5	5 900	6 365	7,9
Affaires mondiales Canada	595	682	14,6	2 832	3 047	7,6
Santé Canada	345	332	-3,8	2 714	2 946	8,5
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada	892	886	-0,7	6 911	6 732	-2,6
Innovation, Sciences et Développement économique Canada	221	299	35,3	2 597	3 118	20,1
Autres	1 255	1 243	-1,0	9 111	7 874	-13,6

Total	4 687	4 707	0,4	31 112	30 838	-0,9
Autres charges de programmes directes						
Sociétés d'État consolidées	706	416	-41,1	7 699	7 979	3,6
Défense nationale	1 940	2 458	26,7	19 808	21 586	9,0
Tous les autres ministères et organismes	4 114	4 339	5,5	40 153	41 151	2,5
Total des autres charges de programmes directes	6 760	7 213	6,7	67 660	70 716	4,5
Total des charges de programmes directes	11 447	11 920	4,1	98 772	101 554	2,8
Total des charges de programmes	25 564	26 316	2,9	231 289	238 706	3,2
Frais de la dette publique	1 857	2 183	17,6	20 307	20 128	-0,9
Total des charges	27 421	28 499	3,9	251 596	258 834	2,9

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M$

	Janvier		Avril à janvier	
	2017	**2018**	**2016-2017**	**2017-2018**
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 243	167	-12 751	-8 383
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-274	251	-3 500	-2 048
Autres activités d'investissement	-404	-554	-7 544	-3 144
Régimes de retraite et autres passifs	760	461	6 479	4 927
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	4 943	5 175	1 146	-37
Opérations de change	236	1 505	-6 260	1 838
Amortissement des immobilisations corporelles	110	-353	3 021	1 329
Total des autres activités	5 289	6 327	-2 093	3 130
Total des opérations non budgétaires	5 371	6 485	-6 658	2 865
Ressources ou besoins financiers	6 614	6 652	-19 409	-5 518

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M$

	Janvier		Avril à janvier	
	2017	**2018**	**2016-2017**	**2017-2018**
Ressources ou besoins financiers	6 614	6 652	-19 409	-5 518
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	7 223	8 898	33 740	43 085
Bons du Trésor	-3 900	-7 700	-4 900	-24 100
Titres au détail	-743	-133	-494	-1 804
Total	2 580	1 065	28 346	17 181
Emprunts en devises	-87	-546	530	1 903
Total	2 493	519	28 876	19 084
Réévaluation de swaps de devises	-1 995	-646	-2 036	-3 173
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-191	-409	592	-1 582
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-25	-12	-279	-42
Variation nette dans les activités de financement	282	-548	27 153	14 287
Variation dans l'encaisse	6 896	6 104	7 744	8 769

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif
M$

	31 mars 2017	31 janvier 2018	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	132 519	150 235	17 716
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	536 280	579 365	43 085
Bons du Trésor	136 700	112 600	-24 100
Titres au détail	4 533	2 729	-1 804
Total partiel	677 513	694 694	17 181
Payable en devises	17 609	19 512	1 903
Compte de réévaluation de swaps de devises	7 764	4 591	-3 173
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	5 322	3 740	-1 582
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	5 425	5 383	-42
Total de la dette non échue	713 633	727 920	14 287
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	151 806	151 180	-626
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	93 568	99 194	5 626
Autres passifs	5 689	5 616	-73
Total des régimes de retraite et autres passifs	251 063	255 990	4 927
Total de la dette portant intérêt	964 696	983 910	19 214
Total des passifs	1 097 215	1 134 145	36 930
Actifs financiers			
Trésorerie et créances	158 055	184 577	26 522

Comptes d'opérations de change	98 797	96 959	-1 838
Prêts, placements et avances (nets des provisions)[1]	124 006	126 966	2 960
Actifs des régimes de retraite du secteur public	1 900	1 900	0
Total des actifs financiers	382 758	410 402	27 644
Dette nette	714 457	723 743	9 286
Actifs non financiers	82 558	83 277	719
Dette fédérale (déficit accumulé)	631 899	640 466	8 567

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Le montant du 31 janvier 2018 inclut des pertes de 0,2 milliard de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrés par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril 2017 à janvier 2018.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Mars 2018

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2018)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document en tout ou en partie doit être adressée au ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134